



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Pilotage
et de l'Animation Interministérielle**

Arrêté n° 31/2026/ENV/ du

2 MARS 2026

**Modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la SRDE
sur les communes de CHARMES et de CHAMAGNE**

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier ;
- Vu le code minier et textes pris pour son application ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaise GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2025 portant délégation de signature de Mme Anne CARLI, secrétaire générale de la préfecture des Vosges, sous-préfète de l'arrondissement d'Epinal ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2817/2007 du 25 octobre 2007 modifié autorisant la SRDE à exploiter une carrière sur les communes de CHARMES et de CHAMAGNE ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas reçue le 18 septembre 2023, présentée par la Société Routière et de Dragage de l'Est (SRDE), relatif au projet de prolongation de la carrière exploitée sur les communes de Charmes et de Chamagne
- Vu la décision n° 1160/2023/DREAL/UD88 du 19/10/2023 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application des articles R. 122-3 et R. 181-46 du code de l'environnement indiquant que la demande de prolongation n'est pas soumise à évaluation environnementale mais qu'elle fait l'objet d'une demande d'autorisation (assortie d'une étude d'incidence).
- Vu le schéma régional des carrières de la région Grand Est approuvé par arrêté préfectoral n° 2024/665 du 27 novembre 2024 ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse 2022-2027 ;
- Vu l'arrêté préfectoral 28 juin 2023 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des eaux (SAGE) ;
- Vu le règlement d'urbanisme des communes de Charmes et de Chamagne ;
- Vu la demande du 18 septembre 2024 complétée le 11 juillet 2025 présentée par la société SRDE dont le siège social est situé Plaine de Socourt 88132 CHARMES, sollicitant la prolongation de l'autorisation d'exploiter une carrière sise sur les communes de CHARMES et de CHAMAGNE pour une durée de 7 ans ;
- Vu le rapport de l'inspection du 16 novembre 2025 jugeant le dossier complet et régulier et proposant la mise à l'enquête publique du dossier sus-mentionné ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 76/2025/ENV du 9 octobre 2025 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande de la Société Routière et de Dragages de l'Est (SRDE) de prolonger l'exploitation d'une carrière de roche alluvionnaires, pour une durée de 7 ans, située sur le territoire des communes de Charmes (88130) et de Chamagne (88130), lieu-dit « ferme du Saulcy », ainsi que de l'enregistrement d'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;
- Vu l'ordonnance n° E25000075/54 du 22 septembre 2025 de Madame la présidente du tribunal administratif de Nancy désignant Mme Françoise BUFFET, retraitée, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Mme Natacha COLLIN en qualité de commissaire enquêteur suppléante ;
- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisée dans les communes de Charmes et de Chamagne de l'avis au public ;
- Vu la publication en date du 13 octobre 2025 et du 03 novembre 2025 de cet avis dans VOSGES MATIN ;
- Vu la publication en date du 16 octobre 2025 et du 06 novembre 2025 de cet avis dans L'ECHO DES VOSGES ;
- Vu les registres d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Charmes (19/12/25) et de Chamagne (17/12/25)
- Vu l'arrêté préfectoral SRA n° 2024/L 579 du 27 novembre 2024 prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif ;
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 17 février 2026 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 19 février 2026 à la connaissance du demandeur ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier du 25 février 2026 ;

Considérant que les mesures prises et proposées par la société SRDE assorties de prescriptions particulières sont de nature à prévenir et à limiter les nuisances liées à l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation et dans ses annexes et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations pour les

- intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que l'exploitation d'une carrière relève du régime de l'autorisation et que les dispositions prévues par l'exploitant sont de nature à pallier les risques et les nuisances éventuelles du site ;
- Considérant que la société dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et les autres installations et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;
- Considérant que le projet est compatible avec les objectifs et avec les orientations du schéma régional des carrières du département ; que le projet est compatible avec les dispositions des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des districts hydrographiques du département ;
- Considérant que les mesures imposées à l'exploitant, qui sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations, tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations du(es) conseils municipaux des communes de Charmes et de Chamagne et des services déconcentrés de l'État ;
- Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L. 122 du code de l'environnement ;
- Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

TITRE 1 - - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral n° 2817/2007 du 25 octobre 2007 modifié autorisant la société SRDE à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire des communes de CHARMES et de CHAMAGNE est modifié comme suit :

ARTICLE 1.2. ABROGATION

Les articles 2, 8 et 5.8.2 de l'arrêté préfectoral n° 2817/2007 du 25 octobre 2007 modifié sont abrogés et remplacés par les prescriptions suivantes.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 78/2022/ENV du 13 octobre 2022 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la SRDE sur les communes de Charmes et de Chamagne est abrogé.

ARTICLE 1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnées ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

ARTICLE 1.4. NATURE DES INSTALLATIONS

La société SRDE est autorisée à exploiter les installations classées suivantes :

Rubrique	Activités	Observations	Classement
2510-1 (ICPE)	Carrières (exploitation de)	Extraction de matériaux alluvionnaires : sables, graviers et galet Production maximale annuelle: 200 000 tonnes Production moyenne : 150 000 t/an Prolongation de l'autorisation de 7 ans	A ¹

¹ A : Autorisation

Rubrique	Activités	Observations	Classement
2517 (ICPE)	Station de transit , regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	La surface maximale de transit des matériaux est de 7 000 m ²	D ²
3.2.3.0 (IOTA)	Plans d'eau, permanents ou non : La superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Dans le cadre du projet de réaménagement, il est prévu la réalisation, la création d'un plan d'eau d'une superficie totale d'environ 142 800 m ² .	A

Le périmètre d'autorisation et d'extraction de la carrière sont reportés sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.

ARTICLE 1.5. DURÉE DE L'AUTORISATION

La dernière phrase de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 2817/2007 du 25 octobre 2007 modifié est modifié et complété comme suit :

L'autorisation d'exploiter est accordée pour 7 années supplémentaires à partir de la date de notification du présent arrêté dont les 6 derniers mois sont dédiés à la finalisation de la remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

ARTICLE 1.6. ARCHÉOLOGIE

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral SRA n° 2024/L579 du 27 novembre 2024 prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif.

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique.

En application de l'article L. 522-1 du Code du Patrimoine relatif à l'archéologie préventive, un diagnostic archéologique est réalisé avant tous travaux, même de simples terrassements, sur la totalité des terrains assiette de l'exploitation. A la demande du pétitionnaire, ce diagnostic pourra être fractionné en tenant compte des tranches opérationnelles figurant dans le présent arrêté.

²D : Déclaration

A l'issue de ce diagnostic, le pétitionnaire sera avisé par le Préfet de région des suites éventuelles données. En concertation avec le service régional de l'archéologie, il devra prendre les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde ou la préservation par l'étude des vestiges identifiés.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

ARTICLE 1.7. RÉGLEMENTATION APPLICABLE (LISTE NON EXHAUSTIVE)

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 09/02/2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Arrêté du 19/04/10 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- Arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

ARTICLE 1.8. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 1.9. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- le plan d'exploitation mis à jour annuellement ;
- le plan de gestion des déchets « d'extraction » ;
- le plan de référencement des zones de remblaiement ;
- le registre de contrôle des dispositifs de clôture d'enceinte ;
- le plan de surveillance des poussières dans l'environnement ;
- le résultat des analyses et contrôles réalisés en application du présent arrêté ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 2.1. GÉNÉRALITÉS

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 2.2 ci-dessous.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

ARTICLE 2.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée à l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié, relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- 260 055 euros T.T.C, de 2026 à 2030 ;
- 175 085 euros T.T.C, pour la période de 2030 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Ces montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- [oct 2025] TP01 (base 2010) = 130,5
- Indice raccordement à l'indice TP01 (référence 100 en janvier 1975) = 6,5345
- TVA = 20,0 %

ARTICLE 2.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 2.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet et à l'inspection des installations classées, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 2.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 2.6. MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières, ainsi que de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières.

ARTICLE 2.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 2.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la mise en sécurité de l'installation ;
- pour la remise en état du site ;
- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

ARTICLE 2.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 par la transmission de l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-3 par l'exploitant au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-3 ou, le cas échéant, de la prise de l'arrêté prévue au IV de l'article R. 512-39-3, la cessation est réputée achevée et les garanties financières levées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 3 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 3.1. PHASAGE DE L'EXPLOITATION

Le dernier alinéa de l'article 5.3 est modifié comme suit :

L'exploitation se décompose en 2 phases. La première phase de 5 ans relative à l'extraction de la zone Nord. Et une deuxième phase de 2 ans relative à l'extraction au droit de la piste d'accès et du convoyeur et la finalisation de la remise en état.

Le plan de phasage joint en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté.

ARTICLE 3.2. PARCELLE BD34

La parcelle BD34, située sur le territoire de la commune de CHARMES, référencée dans le périmètre d'autorisation initial, est exclue du périmètre d'exploitation du présent arrêté, en raison de l'incompatibilité avec les documents d'urbanisme en cours de validité.

ARTICLE 3.3. STOCKAGE ET TRAITEMENT DES MATÉRIAUX EXTRAITS

Les matériaux extraits sont repris par des engins adaptés et un convoyeur pour être acheminés vers l'installation de traitement des matériaux présente sur la rive gauche de la Moselle.

ARTICLE 3.4. REMBLAYAGE

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

ARTICLE 3.5. DÉCHETS UTILISABLES POUR LE REMBLAYAGE

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes internes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les boues de lavage des matériaux issues de l'installation de traitement exploitée pour les traitements des matériaux issues de la carrière présent sur la rive gauche de la Moselle et exploitée par la société SRDE.

Tous les autres déchets inertes sont interdit.

ARTICLE 3.6. ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, les éclairages intérieurs sont éteints une heure au plus tard après la fermeture du site.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion. L'exploitant doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 4 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 4.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les envols de poussières et les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 5.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Tout prélèvement d'eau est interdit.

ARTICLE 5.2. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Catégories d'effluents	Destination et mode de traitement
Eaux pluviales de ruissellement non susceptibles d'être polluées	Infiltration naturelle dans le sol ou écoulement vers le plan d'eau
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (aires de stationnement, ravitaillement, ...)	Traitement puis rejet extérieur sous conditions de respecter les valeurs limite définies à l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitation de carrières.
Eaux polluées collectées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction qui auraient pu être collectées à l'issue de l'accident)	Traitement comme déchets si produits toxiques avérés

Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.

ARTICLE 5.3. SURVEILLANCE DU NIVEAU DU PLAN D'EAU

L'exploitant réalise un relevé du niveau du plan d'eau créé par l'extraction 2 fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Ces relevés font l'objet d'un enregistrement sur une période décennale.

TITRE 6 - DÉCHETS PRODUITS

ARTICLE 6.1. PRINCIPES DE GESTION

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, prévenir et réduire la production des déchets d'extraction, notamment en agissant sur la conception et les installations de traitement des matériaux afin de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources.

2° Pour les autres déchets, mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation ;
- d) l'élimination.

3° Économiser les ressources épuisables ; à cet effet, le défrètement maximal du gisement sera recherché.

4° Améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

5° Contribuer à la transition vers une économie circulaire.

ARTICLE 6.2. STOCKAGE DE DÉCHETS

Tout stockage de déchets est interdit sur le site.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 7.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit.

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dans une filière adaptée.

Aucune opération d'entretien, ni stationnement d'engin n'est réalisé sur le site.

Le ravitaillement de la pelle hydraulique au droit de la carrière doit être réalisé au-dessus d'un bac étanche mobile.

Les engins de la carrière utilisent de préférence des huiles biodégradables.

L'exploitant met en œuvre :

- l'entretien régulier des engins afin d'éviter toutes fuites accidentelles (réservoirs défectueux ou de rupture de circuit hydraulique.
- l'affichage et la diffusion d'un plan de circulation afin de réduire le risque de collision et de déversement accidentel.
- la formation du personnel intervenant sur la prévention des pollutions et à leur remédiation d'urgence. Cette formation fera l'objet de recyclages réguliers.
- le stationnement et l'arrêt immédiat des engins en cas de détection d'une fuite sur l'aire étanche et sa réparation.
- le signalement à l'Agence Régional de Santé, au gestionnaire des captages d'Alimentation en Eau Potable (AEP) et à la DREAL des Vosges de toute éventuelle pollution accidentelle.

Les pistes sont et seront dimensionnées pour assurer une sécurité optimale au trafic des véhicules et engins circulant sur le site.

ARTICLE 7.2. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le site est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et de moyens permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours.

Les équipements sont repérés, facilement accessibles et maintenus en bon état.

En cas d'accident ou d'incident, l'inspection des installations classées doit être informée dans des délais brefs.

ARTICLE 7.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (extincteur, exutoires, systèmes de détection et d'extinction...) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

TITRE 8 - FAUNE FLORE

ARTICLE 8.1. LUTTE CONTRE L'AMBROISIE

Dans la lutte contre l'ambroisie, l'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2018/2071 du 20 juin 2018 qui prescrit l'obligation de détruire cette espèce.

ARTICLE 8.2. LUTTE CONTRE LES ESPÈCES INVASIVES

L'emploi de pesticides de synthèse est proscrite pour lutter contre les espèces invasives.

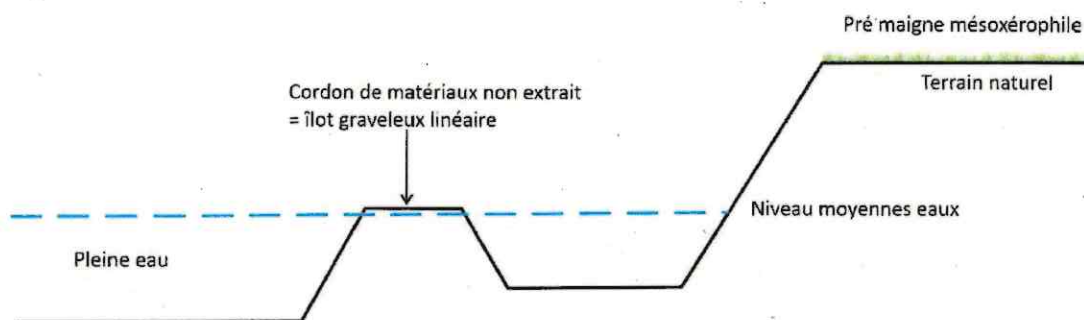
ARTICLE 8.3. MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

Les mesures de réduction suivantes sont mises en œuvre :

- R1.1a – limitation des emprises des travaux ou des zones de circulation des engins de chantier

La haie se développant sur le talus le long du chemin en limite d'emprise ouest est intégralement conservée.

Un îlot sous forme de plage graveleuse linéaire est réalisé au nord du convoyeur pour créer un habitat favorable au Petit gravelot et à la Sterne pierregarin. Sa dimension est d'au moins 50 m de long sur 5 m de large, soit 250 m². Il est mis en place dès le début de l'autorisation en créant un fossé entre la zone décapée et les terrains qui en sont extraits, et en conservant un cordon de matériaux non extrait, comme schématisé ci-dessous. Cet îlot graveleux est effectif durant toute la durée de l'autorisation, et il est conservé dans le cadre de la remise en état.



Coupe schématisant la création de la plage graveleuse linéaire à destination de la Sterne pierregarin et du Petit gravelot

- R1.1c - contrôle de l'absence de batraciens dans les ornières et mise en défens

Une prospection de la zone des travaux est réalisée au cours de deux visites chaque année, en mars/avril et en mai afin de vérifier si des individus ou des pontes de Sonneur à ventre jaune sont présentes. En cas de présence, les zones concernées sont mises en défens afin d'éviter toute destruction d'individus. Les zones de mise en défens sont matérialisées. Les travaux ou la circulation d'engins sont proscrits sur ces zones.

- R2.1f – dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

Un plan de lutte contre toute implantation d'espèces exotiques envahissantes est mis en œuvre. Il s'articule autour de deux axes :

- Actions préventives : l'exploitant contrôle annuellement l'apparition d'espèces exotiques envahissantes sur le périmètre de la carrière, notamment sur les zones de remblais. Il se fait seconder pour cela par un écologue.
- Actions curatives :
 - En cas de présence constatée, la station est détruite. L'emploi de pesticides de synthèse est proscrit.

Pour l'Ambrosie à feuilles d'armoise (*Ambrosia artemisiifolia*), les zones colonisées par l'espèce sont broyées avant floraison. Un suivi de l'éventuelle reprise des plantes est réalisé. Si les plantes se développent à nouveau elles sont broyées avant floraison. L'action est répétée plusieurs fois si nécessaire jusqu'à la fin de la période de floraison.

Les remblais définitifs sont végétalisés rapidement afin de limiter la colonisation par les plantes exotiques envahissantes.

Des actions sont également mises en place pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes déjà présentes sur le site, l'Élodée du Canada (*Elodea canadensis*) et l'Élodée de Nuttall (*Elodea nuttallii*) au niveau des mares créées sur la partie ouest.

- R3.1a - adaptation de la période des travaux sur l'année

Le décapage et la coupe du fourré sur la berge sud-est sont réalisés de septembre à mars en dehors de la période de reproduction des oiseaux.

- R3.2a – adaptation des périodes d'exploitation sur l'année ; R1.1c – mise en défens partielle d'un habitat d'une espèce protégée ; R2.1i – dispositif de diminution de l'attractivité du milieu ;

Aucun remblaiement n'est réalisé sur la période du 15 avril au 15 juillet.

Pour les opérations d'extraction ayant lieu du 1^{er} au 14 avril, ou du 16 juillet au 31 août, les règles suivantes sont appliquées :

- Règle générale :
 - les zones potentiellement favorables laissées sans activité avant le retour de migration du Petit gravelot, de la Sterne pierregarin et de l'Hirondelle de rivage sont évitées. L'extraction est orientée sur des zones non sensibles de l'emprise, déjà en chantier avant le retour de migration ;
 - en cas d'impossibilité technique, un repérage préalable des oiseaux nicheurs sur les zones à extraire au cours de l'année est effectué par un écologue. En cas de présence de nicheurs, l'extraction de la zone est décalée dans le temps ou géographiquement.
- Pour l'Hirondelle de rivage :
 - en fin d'activité annuelle, le front d'extraction où il est prévu d'exploiter l'année suivante est taluté en pente douce. En effet l'espèce recherche les talus abrupts pour y creuser ses terriers.

- Pour le Petit gravelot et la Sterne pierregarin, espèces qui s'installent sur les plages de graviers, l'une des solutions suivantes est mise en œuvre :
 - les terrains encore végétalisés sont décapés juste avant l'extraction, en mars si les conditions météorologiques le permettent ;
 - si le décapage a lieu en fin d'été de l'année N pour l'année N+1, les graviers sont tirés jusque sous la cote des moyennes eaux afin d'éviter la colonisation par les oiseaux ;
 - un contrôle de l'absence d'oiseaux nicheurs par un écologue est réalisé quelques jours avant la reprise de l'extraction. Les zones sensibles sont évitées selon les indications de l'écologue.
- Pour les espèces protégées aquatiques, comme par exemple le Cygne tuberculé ou le Grèbe huppé, l'une des solutions suivantes est mise en œuvre :
 - si les travaux de remblaiement démarrent entre le 1^{er} mars et le 15 avril ou du 16 juillet au 31 août, un contrôle de l'absence d'oiseaux nicheurs par un écologue est réalisé quelques jours avant sur le ou les secteurs concernés. En cas de présence d'au moins un nid, les zones sensibles sont évitées selon les indications de l'écologue ;
 - si les travaux de remblaiement démarrent du 16 juillet au 31 août, une recherche visuelle des nids de ces espèces sur les secteurs concernés est réalisée au cours d'une sortie la 2nde quinzaine de mars puis d'une 2^{ème} visite la 1^{ère} quinzaine d'avril. En cas de présence d'au moins un nid, les zones sensibles sont évitées selon les indications de l'écologue.

En cas d'intervention d'un écologue, un rapport est rédigé et envoyé au service en charge des espèces protégées de la DREAL Grand-Est dans un délai de 15 jours. Le cas échéant les zones de défens sont matérialisées sur le terrain.

ARTICLE 8.4. MODALITÉS DE SUIVI

Les modalités de suivis décrites ci-après sont mises en œuvre. L'objectif est de vérifier l'efficacité des mesures de réduction prévues. Pour le calcul des années, l'année N est l'année de début d'extraction de la zone qu'il est prévu de décapier en phase 1 selon le plan de phasage.

Type de suivi	Périodicité	Indices de suivi de l'efficacité	Protocoles de suivi
Contrôle de l'apparition des espèces exotiques envahissantes	Annuellement par un écologue	Présence/absence de plantes exotiques envahissantes	Recherche visuelle des espèces exotiques envahissantes au cours d'une visite estivale sur l'ensemble du périmètre d'exploitation, notamment les terrains en cours de réaménagement. Localisation sur une carte

Type de suivi	Périodicité	Indices de suivi de l'efficacité	Protocoles de suivi
Repérage et cartographie des sites de reproduction des espèces d'avifaune aquatiques	Annuellement avant reprise des travaux de remblaiement si démarrage entre le 1 ^{er} mars et le 15 avril ou entre le 15 juillet et le 31 août	Présence/absence de nids	Recherche visuelle des nids d'espèces d'avifaune aquatiques sur les secteurs concernés par le remblaiement dans l'année en cours, au cours d'une 1 ^{ère} sortie la 2 nd e quinzaine de mars puis d'une 2 nd e visite la 1 ^{ère} quinzaine d'avril. Si démarrage en mars avant la première sortie, une visite est programmée avant le démarrage des travaux.
Repérage et cartographie des nicheurs des espèces des milieux pionniers (Petit gravelot, Sterne pierregarin, Hirondelle de rivage, Guêpier d'Europe)	Annuellement avant reprise des travaux si démarrage des travaux de décapage ou d'extraction après le début d'installation des couples : - Petit gravelot : 1 ^{er} avril - Sterne pierregarin : 15 avril - Hirondelle de rivage : 15 avril - Guêpier d'Europe : 15 avril	Présence/absence de nids	Recherche visuelle des nids au cours de 2 visites : - 1 ^{ère} quinzaine d'avril - 1 ^{ère} quinzaine de mai
Contrôle de la pérennité des populations d'oiseaux et suivi de l'évolution de leurs habitats	Années N+2, N+4, N+7	Nombre et espèces présentes	Cartographie des espèces sur l'emprise d'autorisation de façon exhaustive au cours d'une visite en mars/avril et en mai
Contrôle de l'absence de batraciens dans les ornières	Annuellement	Présence/absence d'individus ou de pontes	Prospection de la zone des travaux au cours d'une visite en mars/avril et en mai
Contrôle de la mise en place des mesures de réduction	Année N+5	État d'avancement	Cartographie des mesures réalisées

Type de suivi	Périodicité	Indices de suivi de l'efficacité	Protocoles de suivi
Suivi de la remise en état	Durant les 6 mois prévus pour la remise en état, une fois les opérations d'extraction terminées	Fonctionnalité de la remise en état	Visite sur place de l'ensemble des terrains concernés par la remise en état. Rédaction d'un rapport de visite transmis dans les 2 mois.

Les suivis sont assurés par une structure spécialisée en écologie. Chaque campagne de suivi donne lieu à la rédaction d'un rapport communiqué au service en charge des espèces protégées de la DREAL Grand-Est au plus tard le 31 mars de l'année suivante, à l'exception du rapport relatif au suivi de la remise en état qui est transmis dans un délai de 2 mois suivant le jour de la visite. Le rapport présente les données recueillies, évalue les résultats au regard des objectifs des mesures et, le cas échéant, propose les mesures correctrices à mettre en œuvre.

ARTICLE 8.5. TRANSMISSION DES DONNÉES BRUTES DE BIODIVERSITÉ

Le pétitionnaire contribue à l'inventaire du patrimoine naturel selon l'article L. 411-1 A du code de l'environnement. Les résultats des suivis écologiques sont versés au moyen du téléservice créé par l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommées « dépôt légal de données de biodiversité ».

Les jeux de données doivent être distincts selon les méthodes et protocoles d'acquisition de données naturalistes mis en œuvre. Les données devront être fournies avec une géolocalisation au point (non dégradée).

Les données alimentent la plateforme DepoBio avec le statut de données publiques. La transmission de ces données, par le bénéficiaire du présent arrêté, intervient dans les six mois après l'achèvement de chaque campagne d'acquisition. La transmission de ces données, par le bénéficiaire du présent arrêté, intervient au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant la collecte des données.

Suite au dépôt des données de biodiversité effectué sur la plateforme, un certificat de dépôt est automatiquement généré et téléchargeable. Ce certificat de dépôt sera transmis à la DREAL en même temps que les rapports de suivi.

TITRE 9 - CONDITION DE REMISE EN ÉTAT

ARTICLE 9.1. PLAN DE REMISE EN ÉTAT

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2817/2007 du 25 octobre 2007 est complété avec les plans joints en annexe 3 et 4 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 9.2. REMISE EN ÉTAT

Le point 6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2817/2007 du 25 octobre 2007 est complété comme suit :

Dans le cadre du réaménagement, l'exploitant doit planter des espèces peu allergisantes.

La remise en état inclut la création des milieux suivants :

- Des micro-falaises sableuses pour les espèces rupicoles. Ils résultent de la limite d'extraction, préservée face à l'amont ou sur le talus le plus éloigné de la Moselle. Cent mètres linaires de talus abrupts, abritant la colonie de Guépriers d'Europe et situés dans l'angle Nord-Est de l'emprise d'autorisation, ne sont pas remaniés, mais conservés en l'état. Dans le cadre du remblaiement partiel du plan d'eau, la partie haute des berges est maintenue en l'état, sans aucun talutage ou aménagement.
- Des zones de colonisation d'herbiers aquatiques. Ces zones prennent place en limite de pente douce. Des matériaux sont également déposés sous forme de « massif » à une profondeur de 0,8 m sous le niveau des moyennes eaux afin de constituer des herbiers plus importants. Un herbier d'environ 3 000 m² est ainsi constitué dans le plan d'eau Nord et un de 4 000 m² dans le plan d'eau sud.
- Des plages à sables et gravier pour les limicoles. Un îlot nu sous forme de plage graveleuse linéaire créé au nord du convoyeur dans la mesure R1.1a est conservé. Sa dimension est d'au moins 50 m de long sur 5 m de large, soit 250 m².
- Des hauts-fonds à roselière. Le linéaire de hauts-fonds à roselière est au minimum de 270 m pour le plan d'eau nord et de 500 m pour le plan d'eau sud. Les hauts fonds représentent une surface totale d'au moins 5 000 m² au total, répartis entre les 2 zones en eaux résiduelles.
- Des ceintures d'hélophytes. Des ceintures d'hélophytes, talutées à 30°, situées en retrait des roselières ou à l'interface prairie humide/pleine eau, font le tour des deux plans d'eau.
- Des mégaphorbiaies hygrophyles. La microtopographie comprend des ornières et un terrain inégal de façon à permettre l'installation de mégaphorbiaies, en mosaïque avec les prairies humides.
- Des saulaies basses à Saules fragiles et des haies à Saules blancs et Aulnes aux abords des zones humides. La saulaie est implantée dans l'angle nord-ouest de l'emprise ainsi que sur la berge ouest en continuité. Le linéaire de berge concerné est de l'ordre de 700 m, auxquels s'ajoutent environ 2 ha en massif au niveau des deux petites fosses nord-ouest. Les espèces dominantes sont les suivantes : Saules blanc et fragile (*Salix alba* et *S. fragilis*), Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*) et Saule marsault (*Salix caprea*). En partie haute des berges sont plantés le Saule blanc (*Salix alba*), le Frêne élevé (*Fraxinus excelsior*), le Saule marsault (*Salix caprea*), le Merisier à grappe (*Prunus padus*) et le sureau noir (*Sambucus nigra*). La densité de plantation est de 500 pieds à l'hectare. Les arbres ou arbustes sont plantés en automne, au moins 2 ans avant la fin de l'exploitation.

- Des haies arbustives continues à épineux, quelques arbres de haut jet (chênes, frênes, merisiers). Un linéaire total de 330 m de haies arbustives est réparti en 3 zones :
 - 2 x 90 m vers la ferme du Saulcy ;
 - 150 m au sud.

Ces haies sont composées majoritairement d'espèces épineuses, à savoir l'Aubépine monogyne (*Craetagus monogyna*) et le Prunellier (*Prunus spinosa*). Ces espèces sont accompagnées d'arbustes à fruits et à baies : le Noisetier (*Corylus avellana*), le Fusain d'Europe (*Evonymus europaeus*), le Sureau noir (*Sambucus nigra*), le Sorbier des oiseleurs (*Sorbus aucuparia*). Les arbustes sont plantés tous les mètres linéaires, en quinconce sur deux rangs. Quelques arbres de haut jet sont ajoutés, à raison d'un plant tous les 15 m : Chêne pédonculé (*Quercus robur*), Frêne élevé (*Fraxinus excelsior*), Merisier (*Prunus avium*).

- Une prairie humide
- Des pelouses et prairies maigres mésoxérophiles
- Une prairie de fauche mésophile
- Des mares temporaires à amphibiens. Les mares temporaires déjà réalisées à l'ouest, en bordure de Moselle, sont à maintenir. Il s'agit des 3 mares suivantes :
 - mare nord : surface de 110 m², longueur de 15 m, largeur de 6,5 m ;
 - mare centrale : surface de 1 300 m², longueur de 100 m, largeur de 17 m ;
 - mare sud : surface de 1 250 m², longueur de 60 m, largeur de 30 m.

Ces différents milieux sont localisés selon plan de remise en état présenté en annexe 4 du présent arrêté. Aucun chemin d'accès ou sentier n'est créé, ni d'observatoire, afin de préserver la quiétude de la faune.

La reconstitution de ces milieux prend en compte les éléments de réaménagement indiqués en annexe 5 du présent arrêté.

TITRE 10 - - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-AMPLIATION

ARTICLE 10.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie de Charmes et de Chamagne ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 10.2. DROIT DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

ARTICLE 10.3. SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

ARTICLE 10.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SRDE.

Fait à Épinal, le

2 MARS 2026

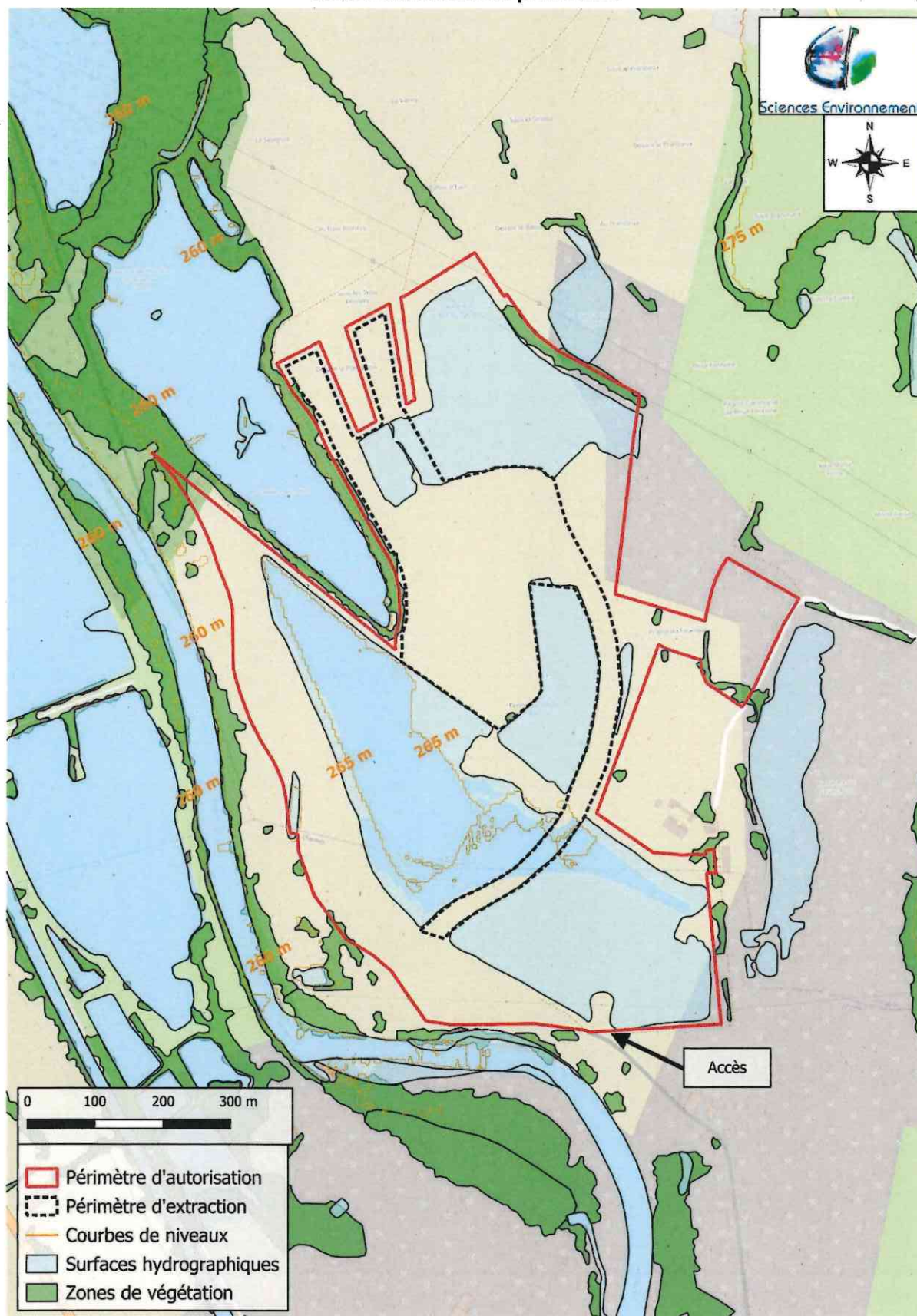
Le Préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

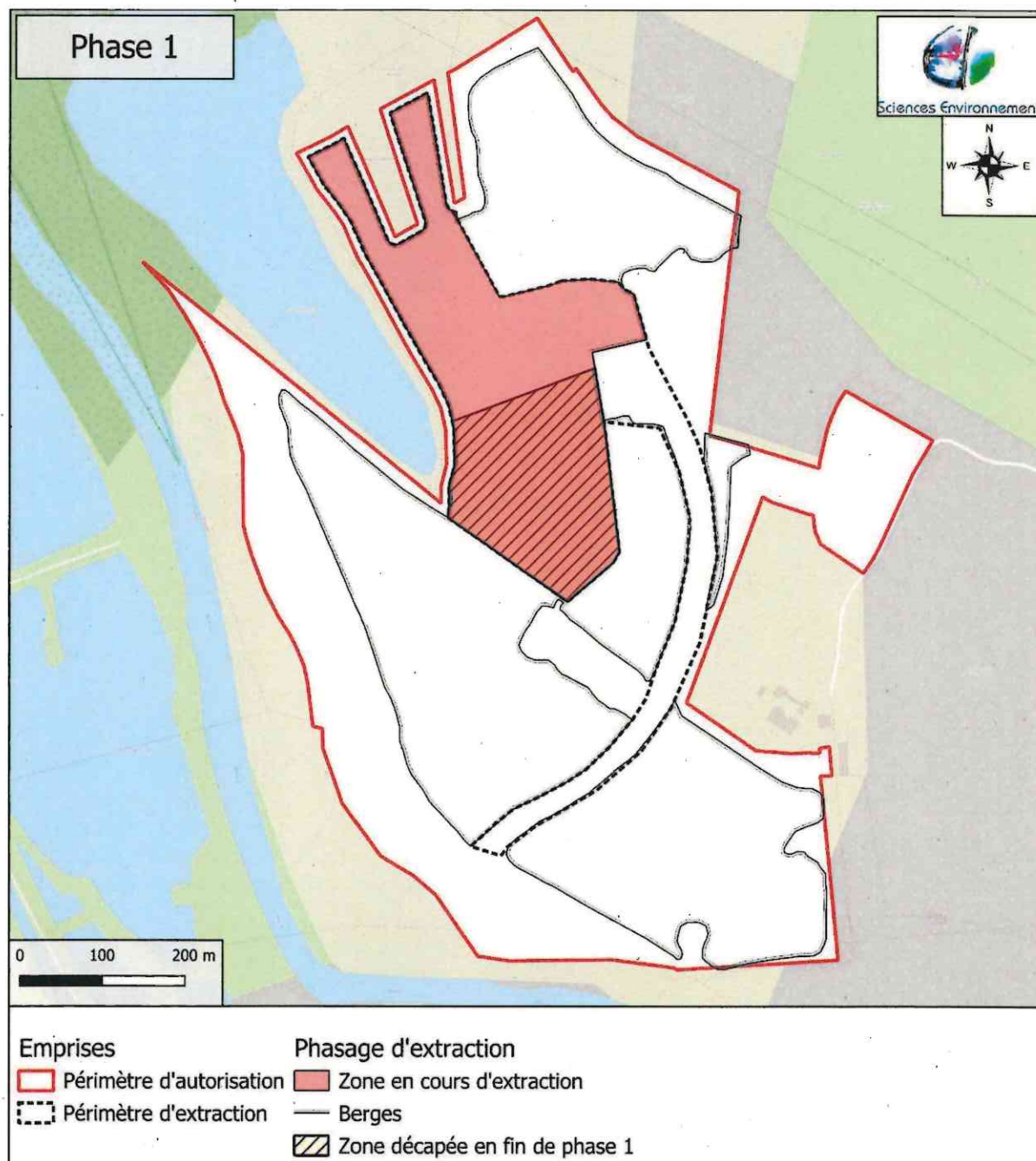
Anne CARLI

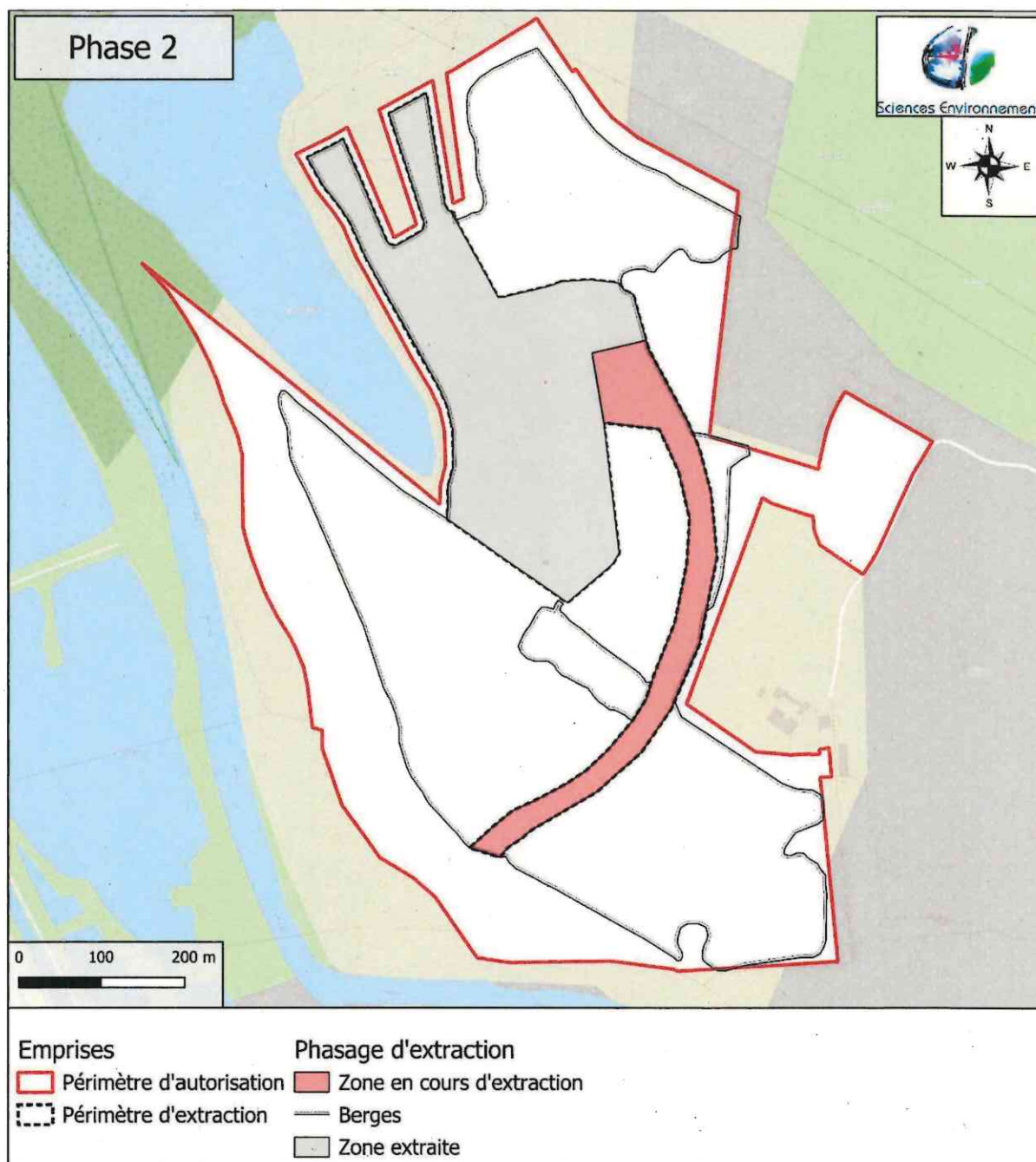
Annexe 1:

Plan localisation des périmètres



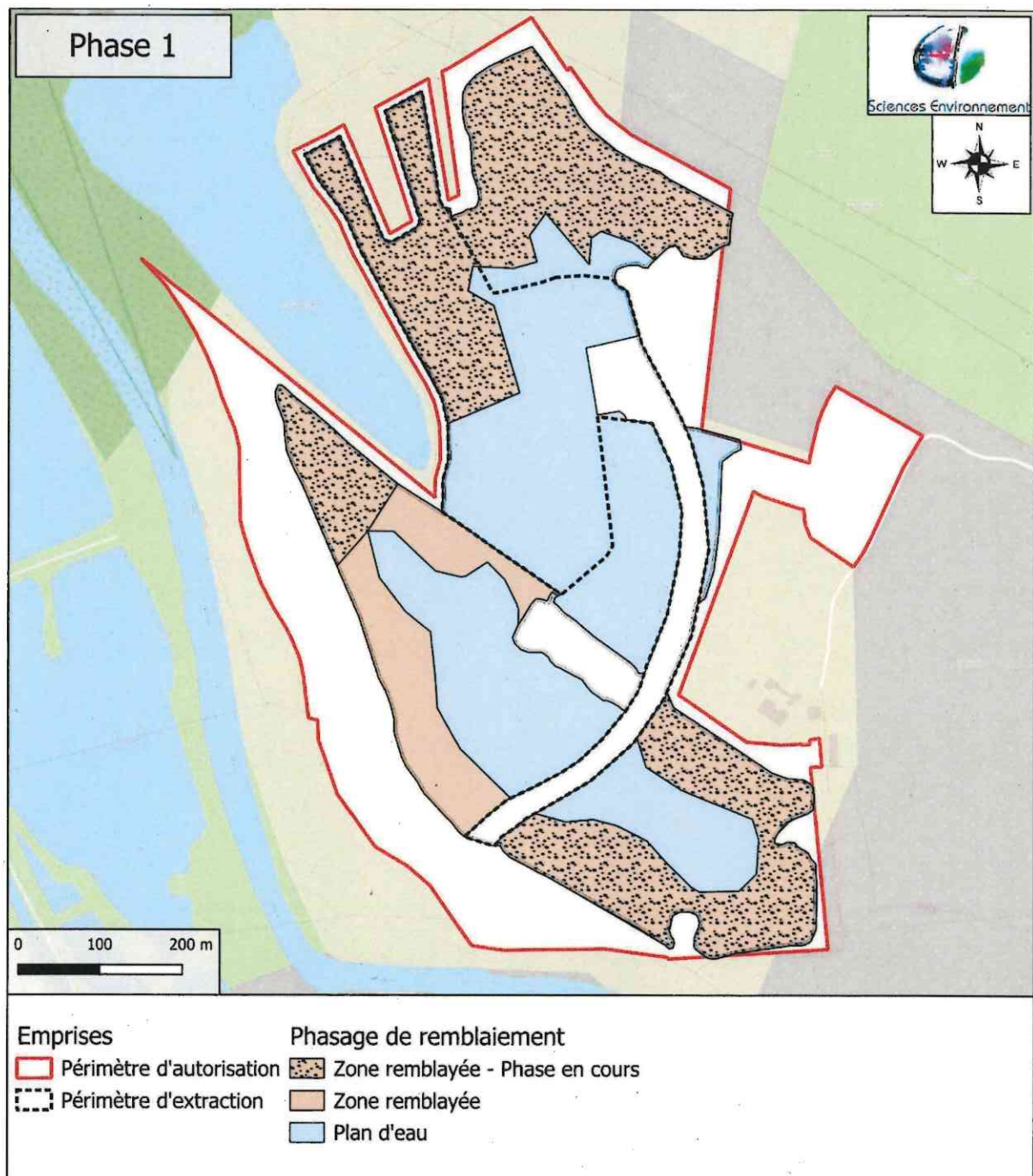
Annexe 2 :
Plan de Phasage

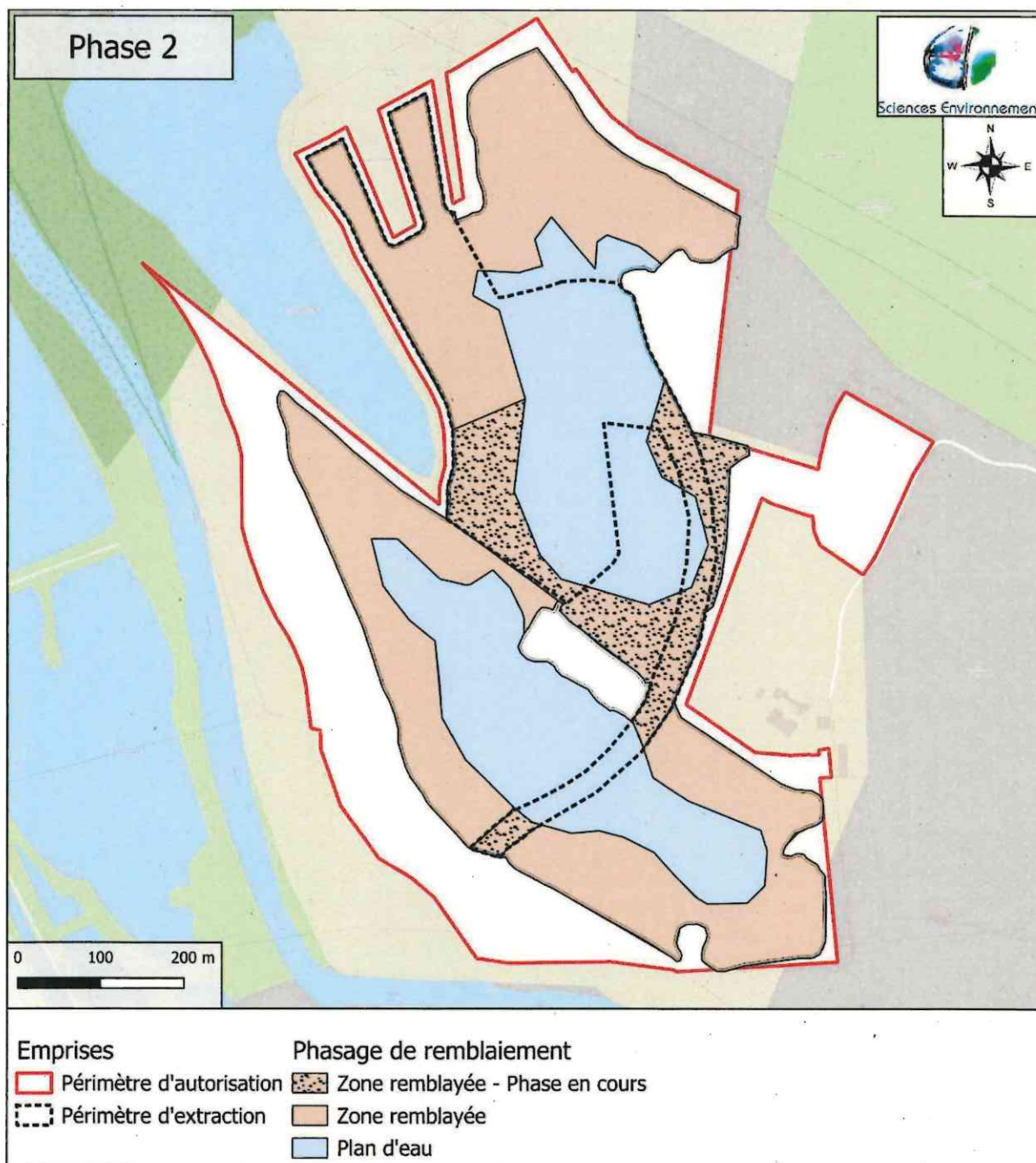




Annexe 3 :

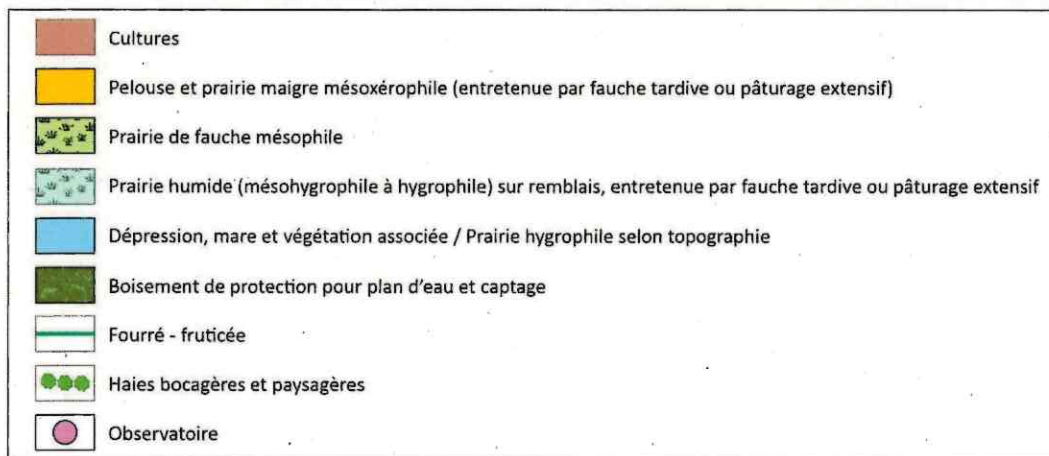
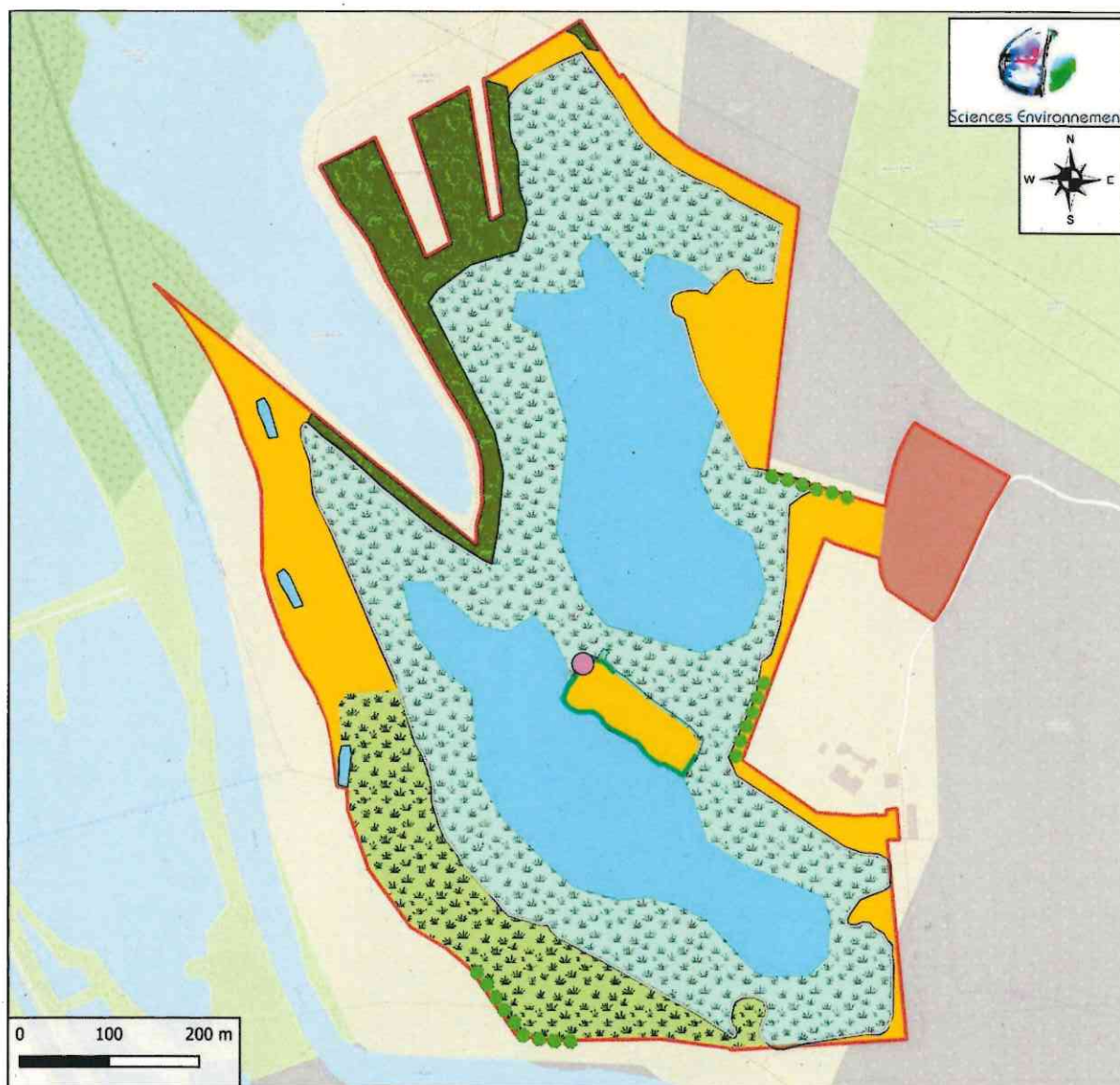
Phasage de remise en état

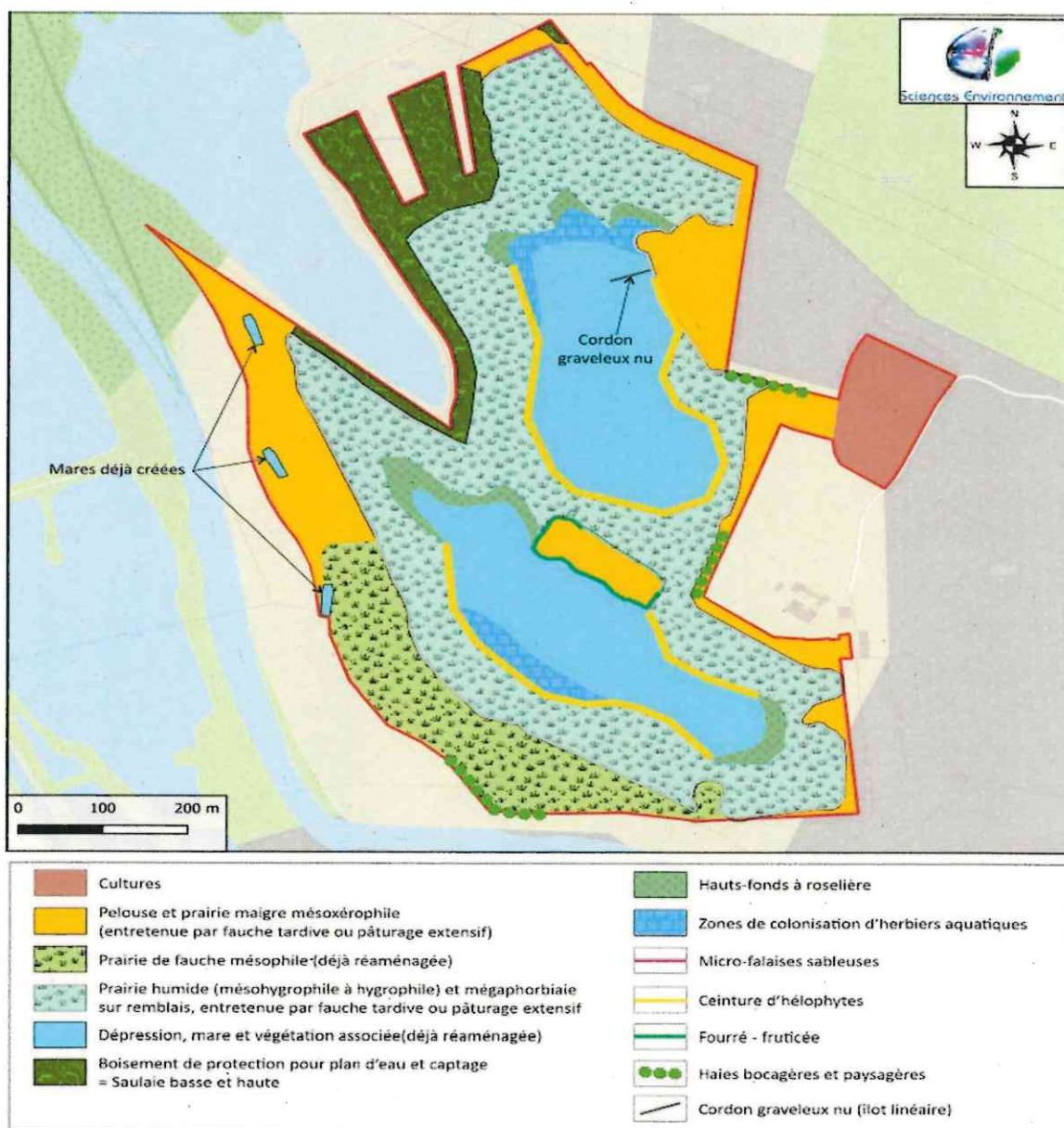




Annexe 4 :

Plan de remise en état





Annexe 5 :

Techniques de réaménagement en milieu alluvial

Les talus des zones humides :

- Sinuosité : les tracés trop rectilignes sont évités, les talus créés sont sinueux. Les fonds des zones humides sont inégaux.
- Pentes et profils : plusieurs types de talus sont envisagés afin de diversifier les milieux biologiques. Les cotes sont relatives par rapport à un niveau moyen (Po), et au niveau du terrain naturel (TN).
 - Talus simples : ils sont simplement talutés afin de se conformer aux contraintes hydrauliques, c'est-à-dire de 30° maximum pour les berges amont soumises aux forces de traction de l'eau en période de crues, et de 40° maximum partout ailleurs, jusqu'à 1 m sous le niveau moyen de l'eau.

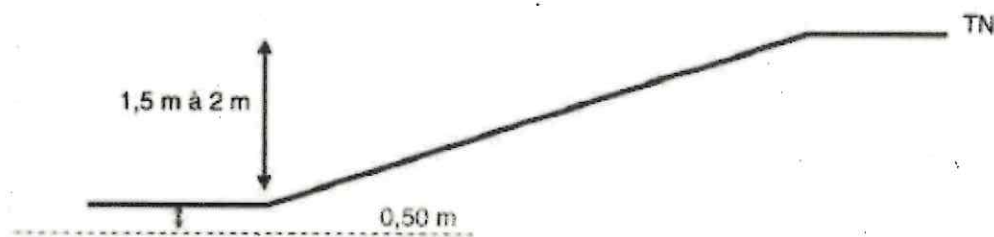


Figure 86 : Profil type de talus simple

Pour augmenter l'hétérogénéité de la zone humide et permettre l'installation d'une ceinture de plantes aquatiques favorables à de nombreuses espèces, certaines sections de ces talus sont reprises et retaillées afin de créer un surcreusement en eau d'un à deux mètres de large. Pour ajouter à la diversité des milieux, ces talus sont aménagés par « sections » de profondeur différente comprises entre 0,20 et 0,60 m.

- Talus abrupts : ils résultent de la limite d'extraction, préservée face à l'amont ou sur le talus le plus éloigné de la Moselle. Ces talus sont notamment réalisés sur les digues séparatives des zones humides, à l'écart des seuils de crue. Ils ne nécessitent aucun profilage particulier et sont laissés tels quels en fin d'exploitation, maintenus à la pente d'équilibre.

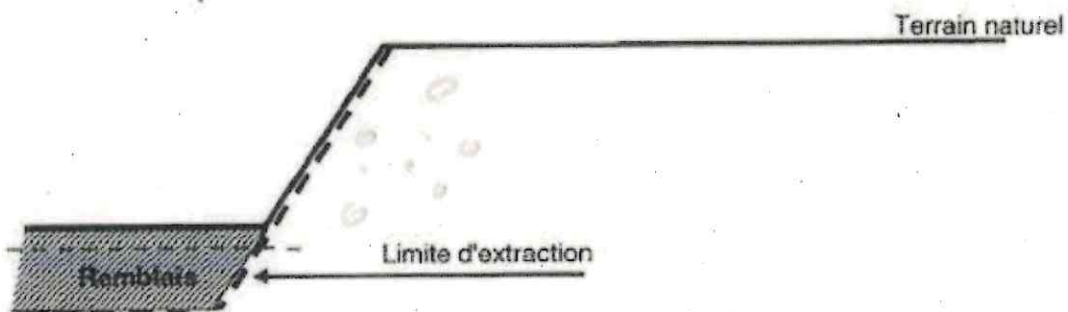


Figure 87 : Profil type de talus abrupt

- **Les fonds à roselières** : ils peuvent être profilés en continuité avec les prairies humides ou créés à l'aide des matériaux en place auxquels s'ajoutent les volumes provenant du profilage des berges. Les roselières correspondent à des zones de moyenne ou faible profondeur d'eau (0,10 à 0,80 m). La valeur moyenne souhaitable se situe aux environs de 0,40 m, sachant que cette profondeur peut varier sur l'ensemble des hauts-fonds afin d'assurer la diversité des peuplements végétaux.

Ces travaux s'effectuent à l'aide d'une pelle en rétro sur chenilles et en période d'étiage pour des raisons techniques de stabilité des sols exondés, et afin que le niveau des roselières soit le mieux ajusté possible.

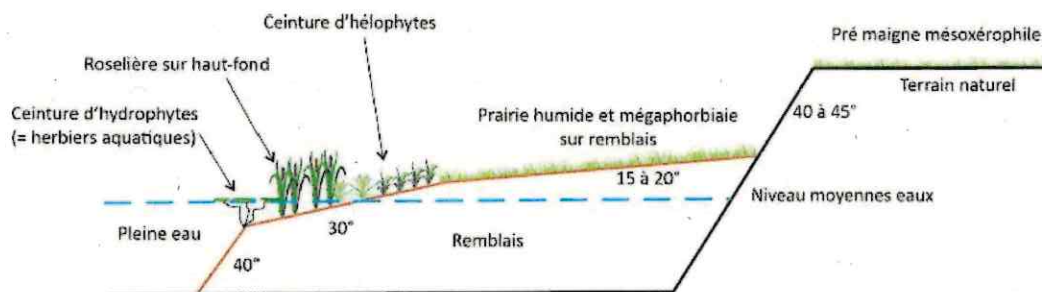


Figure 89 : Profil type de fonds à roselières

Les plages de galets :

Destinées à accueillir les espèces pionnières, elles sont de surface suffisamment vastes et isolées de toute perturbation. Afin de limiter la colonisation végétale, ces plages sont constituées de tout-venant propre à moyenne ou forte granulométrie, rapporté sur une épaisseur minimale de 15 cm. A l'instar des talus, il n'est pas souhaitable d'aplanir le milieu. Les irrégularités du sol contribuent à varier les micro-conditions d'orientation ou d'hydromorphie, à terme facteur d'une meilleure diversité.

Les prairies :

Pour les prairies les espèces végétales à semer sont adaptées aux conditions d'humidité :

- partie basse du remblai : Agrostide stolonifère, Fétuques des prés, Fléole des prés, Pâturin commun, Vulpin des prés, Achillées sternutatoire, Flouve odorante, Houlique laineuse, Cardamine des prés, Lotier des marais, Plantain lancéolé, Renoncule rampante, Vulpin genouillé ;
- partie haute du remblai : Flouve odorante, Fétuque des prés, Vulpin des prés, Pâturin commun, Brome mou, Achillée mille-feuille, Gesse des prés, Pâquerette, Marguerite, Avoine jaunâtre ;

Pour les pelouses sur délaissés drainants : en cas de non-recolonisation des délaissés par des espèces adaptées aux conditions de sécheresse, il est procédé à un ensemencement à base des espèces suivantes : Agrostide capillaire, Trèfle strié, Vulpie queue-de-rat, Brome dressé, Avoine jaunâtre, Fétuque noirâtre, Achillée millefeuille, Millepertuis perforé, Saxifrage granuleux, Luzule champêtre.

- **Les prairies humides** : il est préférable d'éviter au maximum les tracés trop rectilignes et de réaliser des talus sinueux.
 - Profils des remblais : plusieurs profils sont envisagés afin de diversifier les milieux biologiques :

- Profils des berges en amont hydraulique : ils sont constitués par remblaiement depuis le niveau du terrain naturel afin de se conformer aux contraintes hydrauliques, c'est-à-dire de 30° maximum pour les berges amont soumises aux forces de traction de l'eau en période de crues puis 40° maximum jusqu'à 1 m sous le niveau moyen de l'eau. Afin de permettre l'implantation d'une prairie à dominante humide, cette pente peut être ramenée à 20°.

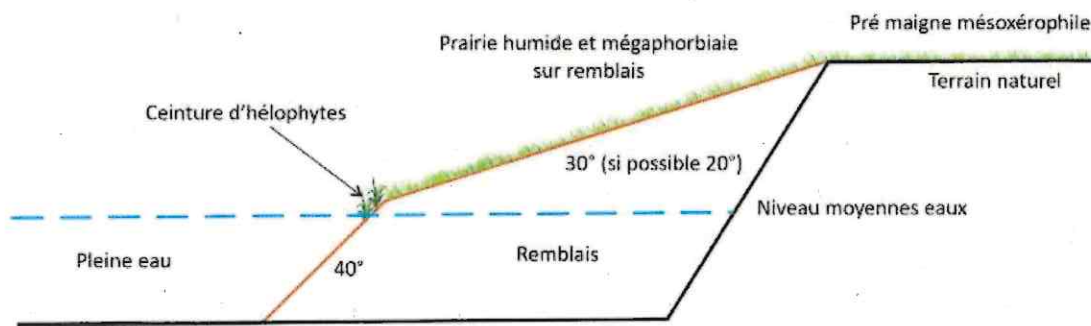


Figure 91 : Profil type de talus des berges amont

- Profils des berges non soumises aux contraintes hydrauliques : il s'agit de la majorité des berges. L'objectif est de faciliter l'entretien du milieu et de privilégier les formations végétales humides, de type prairies mésohygrophiles à hygrophiles et les mégaphorbiaies. Le talutage des remblais ne débutent pas dans ce cas au niveau du terrain naturel mais en dessous et la pente est réduite à 15° - 20° en moyenne puis 40° maximum jusqu'à 1 m sous le niveau moyen de l'eau.
- Les pelouses et prairies maigres : ce type d'habitat est aménagé sur les délaissés sableux et graveleux de la partie Est de l'emprise de renouvellement, situés au niveau du terrain naturel. Aucun régalage de terre végétale n'est effectué afin de conserver le caractère drainant du substrat.

Gestion du site après réaménagement :

L'introduction du bétail, pour maintenir les milieux ouverts, notamment les prairies humides, est souhaitable aux conditions suivantes :

- éviter toute introduction durant le pic de reproduction des espèces végétales et animales, soit de mars à juillet ;
- éviter un chargement animal trop important.

Les prairies « maigres », plus sèches, font l'objet d'une gestion par fauche tardive, annuelle ou de préférence bisannuelle. La fauche est réalisée après le 20 juin. Le circuit de fauche évolue du centre de la parcelle vers sa périphérie en cercles concentriques, pour permettre à la petite faune de s'enfuir. Ces prairies peuvent aussi être pâturées.